

Conceptions hongroises sur le soutien international au processus de réformes (Budapest, septembre 1990)

Légende: En septembre 1990, le gouvernement hongrois publie un document relatif à la situation économique du pays et esquisse un programme de réformes visant à l'introduction progressive d'une économie de marché.

Source: Documents d'actualité internationale. dir. de publ. Ministère des Affaires étrangères. 01.01.1990, n° 1. Paris: La Documentation française. "Conceptions hongroises concernant le soutien international au processus de réformes (Budapest, septembre 1990)", p. 12-16.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République Française

URL:

http://www.cvce.eu/obj/conceptions_hongroises_sur_le_soutien_international_au_processus_de_reformes_budapest_septembre_1990-fr-69249180-e459-4doa-a8cc-919e8967df34.html



Date de dernière mise à jour: 14/10/2015

Conceptions hongroises concernant le soutien international au processus de réformes (Budapest, septembre 1990)

Le gouvernement de la République populaire hongroise apprécie hautement la prise de position élaborée lors du Sommet de Paris des sept pays les plus industrialisés. Ce document - aux recommandations desquelles dix-sept autres pays ont adhéré - aborde, avec un esprit nouveau et mettant un terme aux quatre décennies lourdes de confrontations qui se sont écoulées depuis la II^e guerre mondiale, le système de relations internationales, et, dans ce cadre, plus particulièrement les rapports avec les pays de l'Europe de l'Est, entrés dans la voie des réformes, représentant des aspirations similaires sur le plan politique mais accusant des différences importantes dans leur situation économique. Nous saluons l'initiative des vingt-quatre pays, en accord avec l'aspiration de la Hongrie consistant à s'intégrer plus étroitement au système de relations des pays développés, ceci par l'accélération du processus de réformes. La Hongrie est prête à accomplir des démarches harmonisées dans l'intérêt de son intégration dans un système de relations de dimensions mondiales d'un type nouveau.

Le but de ce document est de présenter brièvement la situation économique actuelle de la Hongrie, d'esquisser le programme de réformes que le gouvernement de la République populaire hongroise bénéficiant du soutien d'une grande majorité de la société - a décidé de réaliser. Sur cette base, nous désirons indiquer quel type de changements nous préconisons dans nos relations avec nos partenaires occidentaux, dans quels domaines nous comptons sur la capacité d'initiative des pays industriels développés et des actions harmonisées encourageant la politique de réformes.

Ce document traite plus particulièrement de l'avenir des relations financières et d'autres questions de la coopération économique (surtout du développement commercial). Une annexe traite spécialement des concepts concernant le développement de l'industrie, de l'agriculture, ainsi que de l'enseignement et de l'infrastructure, indiquant aussi dans quels programmes la participation occidentale peut être envisageable.

Bien que ce document consacre une grande place aux problèmes économiques en priorité, signalons que, dans le processus de réformes, à côté de l'encouragement à la coopération économique et à la modernisation, le développement des relations dans les domaines de la culture, de l'enseignement et de la protection de la nature sont pour nous d'une égale importance. Il nous tient particulièrement à cœur d'arriver à des progrès sensibles dans la vie quotidienne, dans les contacts humains de tous les jours, dans la libre circulation des idées et dans le développement du tourisme.

I.

Ces derniers temps, le processus de réformes s'est accéléré en Hongrie. Le monopole du parti unique est remplacé par le pluralisme, en même temps que s'établissent les garanties institutionnelles de l'autonomie du citoyen. Dans le domaine de l'économie de marché a nettement démarré.

Simultanément à nos efforts visant au développement de l'économie, la mise sur pied du système d'institution de l'économie de marché a nettement démarré.

Simultanément, à nos efforts visant au développement de l'économie de marché, il nous faut réaliser le tournant en politique économique. L'objectif principal en est une réorientation structurelle, ainsi que la réduction du déséquilibre financier extérieur et intérieur. Ce dernier est rendu difficile aujourd'hui, par de nombreux facteurs. Ainsi, par exemple, la libéralisation dans le commerce extérieur prenant la relève de la politique précédente de remplacement des importations, les charges de financement de l'endettement accumulé, les décisions antérieures erronées de grands investissements d'État, mais aussi des dispositions progressives nouvelles et fondamentalement dirigées dans le sens de la libéralisation, comme le passeport mondial devenu un droit du citoyen et la suppression complète des restrictions dans le domaine du tourisme. Aux difficultés s'ajoutent les troubles de fonctionnement dans les relations dans le cadre du CAEM.

Face aux pays ayant choisi avec succès la stratégie de l'ouverture à l'économie mondiale, la situation de la Hongrie est rendue plus complexe par le fait qu'il faut, en même temps, transformer un marché rudimentaire,

paralysé par les interventions étatiques, s'adaptant avec lourdeur du fait du surpoids écrasant de la propriété d'État et du degré élevé de la monopolisation, en un vrai marché, et ceci dans un court laps de temps. Cela aussi augmente considérablement le risque.

Tenir en mains ce processus exige que la politique financière - aussi bien fiscale que monétaire - ait un effet limitatif ferme. La capacité d'adaptation lente, conséquence des distorsions structurelles, la politique restrictive, ont mené à l'élaboration de phénomènes de stagflation. De plus en plus, la politique promouvant le maintien de l'équilibre subissait des cassures.

A côté de tout cela, des changements structurels ont démarré récemment, comme l'amélioration de la capacité d'exportation des petites et moyennes entreprises, l'apparition d'une production mécanique compétitive remplaçant l'industrie de l'armement en voie de réduction, qui indiquent un progrès de la capacité de réaction de l'économie. Le solde de notre trafic de marchandises en comptes convertibles s'améliore continuellement et au rythme correspondant aux programmes financiers élaborés en commun avec les instituts financiers internationaux. Malgré cela, on s'attend à une aggravation de la balance de paiements courants du pays en 1989. La raison première en est que les facilités introduites dans le domaine du tourisme, et, en conséquence, les exigences de la société non satisfaites antérieurement se manifestent de façon concentrée, surchargeant gravement le bilan en devises du pays. Ils s'ajoutent directement aux tensions que suite à la sévère limitation de la demande intérieure, les entreprises ont accru leurs efforts pour maintenir leur niveau de vente en termes de roubles. Le gouvernement s'oppose à cette aspiration par une série de mesures.

Pour le moment, le chômage n'est pas considérable, mais il croît graduellement. Du fait de l'accélération des changements structurels, de la liquidation des entreprises non rentables, nous devons l'envisager pour l'avenir, dans une mesure accrue - et même comme un grave problème dans certaines régions.

Le principal but stratégique de la politique et de la politique économique hongroises - but avec lequel la grande majorité de l'opposition est également d'accord - est que notre pays devienne un membre à part entière de la communauté des pays démocratiques développés. Cela signifie, sur le plan économique, que notre objectif est la création d'une économie de marché ouverte, basée sur l'égalité des différentes formes de propriété, et, en résultat de ce processus, une économie s'intégrant, à travers les devises convertibles, à l'économie mondiale. Les principales étapes de ce processus sont le programme de libéralisation et de dérégulation, la privatisation, reprivatisation et la croissance considérable du rôle du capital privé. Au cours de l'intégration à l'économie mondiale, nous attribuons un rôle-clé à l'accroissement rapide de l'importation de capital actif. Dans ce sens, nous harmonisons nos conditions fiscales, douanières et financières avec nos principaux partenaires. Il se crée des fonds d'investissement et autres institutions financières qui offrent une infrastructure adéquate au fonctionnement fructueux en Hongrie des capitaux étrangers. La libre circulation des facteurs de production est favorisée par l'élaboration actuellement déjà en cours des institutions du marché des capitaux. Dans le cadre de la diminution des distorsions de marché, on procède à une importante retenue de la distribution centrale (aides et taxes particulières).

C'est ce programme brièvement esquissé qui sert de cadre à la politique économique des trois années à venir. En résultat à cela, les conditions de la consolidation de notre situation extérieure de paiements s'établiront également. Dans la période des réformes institutionnelles, la politique économique hongroise désire modérer continuellement puis stabiliser ses charges de service de dettes extérieures. Cela signifie en même temps que nous accomplissons les démarches les plus importantes vers la création de la convertibilité des devises nationales. Dans ce processus, on procédera, au début des années 90, à la conversion - en premier vraisemblablement avec l'Union soviétique et la Pologne - aux comptes en devises libres. La stratégie visant à la création de la convertibilité accroîtra certainement la compétitivité de la Hongrie et imposera son utilisation sur le marché intérieur aussi.

Les conceptions de réforme du gouvernement s'étendent à la politique sociale, à l'enseignement et aux services, à la santé publique, la culture, ainsi qu'à la gestion des logements. Dans un proche avenir déjà, l'autonomie des collectivités locales augmentera considérablement, ce qui se reflétera dans le système financier aussi. C'est surtout dans le domaine de l'enseignement et des services sociaux qu'apparaîtront les

institutions pluralistes - d'entrepreneurs, d'églises ou de fondations - tandis que la compétence des organes administratifs autonomes locaux s'accroîtra dans une large mesure dans ce domaine. A côté des assurances obligatoires, les assurances volontaires et l'épargne auront un rôle plus important. En dehors de la sphère des entreprises, les changements renforceront également l'autonomie des citoyens et de leurs collectivités volontaires.

Le gouvernement est décidé à mener à bonnes fins les changements énumérés ci-dessus. Le programme des mesures des un ou deux ans à venir a déjà été élaboré par les spécialistes ; dans la phase actuelle du travail, on procède à la concrétisation, à la préparation de la régulation financière et juridique de ces mesures. La réalisation consécutive de tout cela imposera, à court terme, de lourdes charges à la société. Ces charges ne seront pas diminuées de façon considérable, mais le changement de modèle serait de toute façon accéléré si nous pouvons compter, dans la réalisation de notre programme, sur la coopération harmonisée, décidée à l'avance pour plusieurs années en tenant compte de nos particularités, avec nos partenaires étrangers, les institutions financières internationales.

Dans ce qui suit, nous ébaucherons nos conceptions préliminaires concernant le développement de la coopération financière et commerciale.

II. Amélioration des conditions de coopération financière

Le point de vue de départ du gouvernement est que la Hongrie ne souhaite pas demander l'allègement de ses dettes à ses créanciers, mais souhaiterait que la Conférence de Bruxelles s'intéresse aux problèmes du financement extérieur du pays.

L'application rapide et consécutive de la réforme politique nécessite la coopération intensive de nos partenaires occidentaux disposant d'une économie développée. L'accélération du changement de structure, l'atténuation du retard qui se manifeste dans le progrès technologique et surtout dans l'infrastructure créent des besoins de financement extérieurs. Cela peut se réaliser fondamentalement à travers le marché des capitaux, par des investissements privés, mais, pour tout cela, l'encouragement et le rôle initiateur des gouvernements des pays industriellement développés et des organismes financiers internationaux sont nécessaires.

Nous comptons aussi sur nos partenaires pour qu'ils contribuent à la réalisation, en toute sécurité, de la réforme. Le gouvernement est décidé à appliquer, de façon radicale et consécutive, le programme de réformes, même si cela provoque, au début, des conflits sociaux. Si, cependant, au cours de la réalisation du programme, la direction économique était contrainte à des restrictions telles qu'elles provoqueraient une grave et durable régression dans le niveau de vie, il pourrait se produire une opposition sociale généralisée, une activation des forces conservatrices qui empêcherait tant l'épanouissement de l'économie que la réalisation sans troubles du processus de démocratisation. Ce danger peut être écarté si la politique économique dispose d'une marge de manœuvre suffisante pour éviter l'intervention brutale dans le processus économique. Les vingt-quatre faciliteraient la planification du processus de réformes, s'ils prenaient ces éléments en considération lors de l'élaboration des conditions de financement.

Sur la base de tout cela, il est nécessaire, en relation avec la situation financière extérieure, de traiter des importantes questions suivantes :

1. L'exigence de financement de la balance de paiements à moyen terme en devise convertible,
2. Les négociations avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale (EFF, SAL), dans l'intérêt du soutien financier du programme de politique économique à moyen terme,
3. La garantie de sources de financement du marché du capital privé,
4. Le concours du capital actif,

5. Les sources extérieures utilisables en cas de nécessité (contingency facility).

ad. 1. Dans la période 1990/1992, le besoin annuel de financement brut de la balance de paiements de la Hongrie, en devises convertibles est d'environ 20 % du montant brut de la dette convertible existante, soit 3,2-4,1 milliards de dollars US. Les changements intervenant dans le niveau international de l'intérêt agissent de façon sensible sur l'équilibre de la balance de paiements courants.

Une partie du besoin de financement est couverte par les postes d'actif net - en dehors des dépenses d'intérêt de la balance de paiements convertible courante - créés surtout dans le trafic de marchandises. L'ordre de grandeur de celui-ci ne peut être évalué qu'avec une grande part d'incertitude du fait de la libéralisation et de la dérégulation économiques. Il faut aussi prendre en considération que les investissements étrangers en Hongrie ayant été rendus plus faciles et plus attractifs par la nouvelle législation hongroise, le flux de capital actif étranger a un rôle beaucoup plus important qu'auparavant en augmentant l'importation sans affecter le montant de la dette. En raison de la structure géographique et de la nature des marchandises du commerce extérieur hongrois, l'équilibre des échanges est considérablement influencé par des facteurs échappant au contrôle du gouvernement hongrois (volume d'échanges et autres conditions extérieures de marché). Le besoin de financement en devises convertibles existant peut être - compte tenu des incertitudes déjà mentionnées - diminué annuellement de 500-800 millions de dollars US dans la période 1990-1992.

En conséquence de tout cela, le besoin de financement étranger en devises convertibles est de 2,7-3 milliards de dollars US. Le gouvernement estime qu'avec une coopération efficace de la direction financière hongroise, des institutions financières internationales et des banques commerciales étrangères, ce besoin de financement peut être assuré à la Hongrie sans allègement général de la dette. En même temps, il considère comme indispensable pour cela le soutien des gouvernements occidentaux, un accord qui, en présence des conditions adéquates, permet d'envisager et d'assurer le volume de crédit mentionné.

ad. 2. A l'automne 1989, le gouvernement hongrois entame des négociations avec le Fonds monétaire international et poursuit celles qui sont menées avec la Banque mondiale, au sujet du soutien au programme financier de politique économique hongroise. Ce programme prévoit une transformation structurelle importante de l'économie hongroise, une réforme de la propriété renforçant le rôle de la propriété privée et un resserrement conséquent des limitations des paiements convertibles en cours, ainsi que l'obtention de la convertibilité extérieure de la monnaie nationale. Le soutien efficace des représentants des gouvernements occidentaux, déployé dans les conseils de direction des institutions financières internationales est nécessaire pour que l'aide financière puisse être adoptée dans un ordre de grandeur adéquat sous la forme d'un accord cadre de trois ans.

ad. 3. Le recours à des sources de financement de plus longue durée allégerait, dans une mesure considérable, les soucis de service de dette de l'économie hongroise. Les gouvernements occidentaux pourraient favoriser cela en soutenant l'élargissement de la participation au marché des obligations des organismes émetteurs hongrois, ou bien l'ouverture de nouveaux marchés (par exemple : USA) aux organismes émetteurs hongrois. (Le soutien politique s'exprimerait par le rating et, au travers de tout cela, par l'amélioration des conditions de marché).

L'activité créancière des banques privées vers la Hongrie peut être largement développée - selon les besoins - par la mise à disposition de garanties d'Etat des gouvernements.

La Hongrie ne demande pas à profiter des allègements financiers garantis dans le cadre du plan Brady ; par contre, elle aimerait bénéficier des actions servant à l'élargissement des sources de financement complétant le plan Brady (par exemple : les actions d'élargissement des sources de financement du gouvernement japonais, envisagées par l'intermédiaire de la banque d'export-import en direction des pays endettés).

ad. 4. La satisfaction des besoins de financement, la transformation structurelle de l'économie et

l'amélioration du niveau de management d'entreprise seraient bien servies par l'encouragement de l'afflux accru du capital actif occidental dans l'économie hongroise. Les gouvernements pourraient soutenir cela par une activité de promotion plus vigoureuse et par la création de fonds d'investissement, éventuellement par des garanties. Le financement des fonds d'investissement par les gouvernements ou la participation modeste des gouvernements dans le financement auraient un rôle catalyseur sur le capital privé. Le gouvernement est prêt à introduire de nouveaux instruments susceptibles d'aider à ce que les créanciers trouvent, sur une base volontaire, les possibilités d'investissement qui leur conviennent le plus.

ad. 5. Considérant que la libéralisation politique et économique apporte des éléments de risque considérables - non prévisibles à l'avance - dans le financement de la balance de paiements, un avantage considérable pour la Banque nationale Hongroise serait que les banques centrales occidentales - avec la participation du BIS - mettraient à disposition des sources de financement à court terme, utilisable en cas de nécessité (contingency facility).

III. Amélioration des conditions de coopération économique

1. Conditions d'entrée sur le marché

Europe

L'objectif à long terme de la Hongrie est de se joindre, sous une forme de marché libre, au marché de production et de main-d'œuvre des pays européens membres de l'OCDE. Cela signifie que la Hongrie devrait s'associer au processus d'intégration européenne sans pour cela devenir membre de la communauté européenne. Il faut des efforts communs et un esprit créateur pour élaborer les voies et méthodes permettant d'atteindre ces objectifs. En conséquence, on pourrait établir un accord transitoire de commerce libre, menant progressivement à la création d'une zone de libre échange. Un tel accord prendrait en considération le niveau de développement de la Hongrie ; l'acceptation égale (réciproque) des obligations ne peut pas être une exigence. Nous établirons cet accord avec la Communauté européenne et les pays de l'EFTA. La convention s'étendrait à l'agriculture également.

Avant d'assurer à la Hongrie les conditions d'entrée dans le marché libre, de nombreuses démarches sont possibles, dans l'immédiat ou dans un proche avenir, permettant d'avancer dans ce sens :

- que la communauté européenne cesse de traiter la Hongrie comme un pays à commerce d'Etat. Il faudrait accélérer la réalisation de l'accord conclu en 1988 concernant la coopération commerciale économique. Les restrictions quantitatives devraient être supprimées à partir du 1^{er} janvier 1990, contrairement au rythme défini dans l'accord ;
- nous attendons des pays de la CE et de l'EFTA qu'ils accordent à la Hongrie les facilités douanières générales (GSP, que l'Autriche a par ailleurs accordées). Dans le cadre d'une convention agricole, la CE pourrait accorder des réductions douanières et de taxes aux produits agricoles hongrois ;
- on pourrait préparer un accord avec la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, dans le cadre duquel nous pourrions conclure des conventions avec les pays membres sur les produits concernés ;
- il faut augmenter les possibilités d'entrée sur le marché pour les produits pour lesquels nous nous sommes actuellement engagés à l'autolimitation (textiles, acier, etc) ;
- il faudrait promouvoir des négociations douanières bilatérales entre la Hongrie et la CEE, sur la base de la clause de la nation la plus favorisée ;
- il ne devrait pas être possible d'établir de barrages sanitaires, vétérinaires et phytosanitaires vis-à-vis de l'exportation hongroise.

La Hongrie se trouve face à des difficultés croissantes dans l'obtention des licences de travail dans le cas de

projets pour lesquels des entreprises hongroises ont des contrats dans des pays d'Europe occidentale. Afin d'éviter ces difficultés, nous avons conclu un accord intéragratique avec la RFA, selon lequel les autorisations de travail sont délivrées automatiquement, dans les limites définies.

Il faudrait augmenter considérablement ce quota et conclure des accords similaires avec d'autres pays, en particulier l'Autriche, la Suisse et l'Italie.

La Hongrie serait intéressée au programme d'aide alimentaire de la Communauté européenne à la Pologne dans le cas où certains produits ne seraient pas accessibles dans les pays de la CE.

La Hongrie n'est évidemment pas dans une situation lui permettant de fournir une aide gratuite ; aussi les produits proposés par nous devraient être financés par le Fonds monétaire de la Communauté européenne.

États-Unis, Canada, Japon, Australie, Nouvelle-Zélande

L'objectif principal est l'amélioration considérable des conditions d'entrée sur le marché. Dans cette optique, voici ce que nous attendons de ces pays :

- Que les États-Unis garantissent à la Hongrie la clause de la nation la plus favorisée sans limitation de temps.
- Que les États-Unis, le Canada et l'Australie accordent ou garantissent à la Hongrie le GSP (ainsi que le Japon et la Nouvelle-Zélande l'ont déjà fait).
- Il faut supprimer ou atténuer (USA, Canada) les conditions de mise sur le marché des produits soumis à une restriction volontaire (textiles, acier, etc.)
- Il faut supprimer les limitations quantitatives de l'export hongrois (par exemple : fromages, sucre, différents aciers vers les USA) ou assurer à la Hongrie des quotas adéquats.
- Les prescriptions sanitaires, vétérinaires et phytosanitaires ne devraient pas dresser de barrages face à l'exportation hongroise.

2. Transmission de capitaux, technologies et connaissances

Capitaux

Les pays dans lesquels fonctionnent des investisseurs potentiels doivent supprimer les interdictions et limitations légales et réglementaires des investissements en Hongrie.

La Corporation d'investissement privée d'Outremer (OPIC) aux USA et ses institutions correspondantes dans les pays de l'OCDE devraient étendre leur champ d'action au financement et à la garantie des investissements en Hongrie.

Nous saluons toute création de fonds d'investissements avec la sponsorship des gouvernements participants. Nous saluons de même l'établissement en Hongrie de toutes les missions d'investissement menées par des agences gouvernementales occidentales dans le but de prospecter les possibilités d'investissement. Les déclarations publiques de hauts fonctionnaires gouvernementaux et d'hommes politiques encourageant les investissements en Hongrie sont extrêmement utiles.

La Banque européenne d'investissement devrait étendre son activité à la Hongrie.

Technologie

Il serait bon d'alléger le contrôle (l'autorisation) concernant les produits susceptibles d'être exportés vers la

Hongrie et l'exportation de la technologie. Nous espérons des démarches positives de la part de tous les pays qui coopèrent au sein du COCOM. La Hongrie est intéressée par un traitement plus favorable, des deux façons : l'atténuation institutionnalisée des lois et règlements, ainsi que l'appréciation des demandes individuelles au cas par cas. En échange, le gouvernement est prêt à apporter des garanties convenables en ce qui concerne l'utilisation finale des produits et des technologies autorisées, ce qui inclut aussi le processus de contrôle défini en commun.

Connaissances

Il faut intensifier et accroître les échanges scientifiques, techniques et d'enseignement. Il faudrait rendre possible à de nombreux étudiants hongrois l'accès aux universités et autres institutions d'enseignement supérieur fonctionnant dans les pays de l'OCDE. Il faudrait mettre l'accent plus particulièrement sur la post-formation de managers, hommes d'affaires, banquiers, etc, toutes personnes ayant une influence directe sur l'élaboration d'une véritable économie de marché.

Il faudrait permettre à la Hongrie d'adhérer totalement ou partiellement aux programmes scientifiques, techniques et d'enseignement sponsorisés par les gouvernements (ERASMUS, EUREKA).

3. Relations institutionnelles

La Hongrie aimerait établir une relation institutionnelle avec l'OCDE.

4. Le gouvernement hongrois soutient de façon particulière la participation dans la coopération et la répartition du travail de la protection de l'environnement, aussi bien dans le domaine de la recherche que de la fabrication de moyens de protection de l'environnement et de produits respectant ce dernier. Les domaines et formes possibles du soutien extérieur nécessaire à la dynamisation de ce processus peuvent être les suivants :

- création d'un fonds spécial pour le soutien des investissements protégeant ou ménageant l'environnement, devant être réalisés au cours de la transformation structurelle de l'économie, ainsi que de l'étude des conséquences sur l'environnement.

Annexe

1. Le but principal de la politique industrielle, dans le contexte de l'ouverture sur le marché mondial est, avec la liquidation progressive du retard technologique et la propagation du management moderne, un mouvement vers une structure industrielle guidée par le marché, tenant compte de nos données et de nos traditions, qui mettrait fin graduellement à la vulnérabilité de l'économie hongroise découlant des possibilités unilatérales d'approvisionnement et de commercialisation. Des moyens gouvernementaux pourraient influencer fondamentalement sur ce processus, sur les deux plans suivants :

- afin de liquider le retard existant dans l'infrastructure, il est nécessaire de réaliser un développement et une modernisation rapides, en faisant appel aux sources d'énergie étrangères aussi ;

- la politique industrielle s'efforce de mettre fin à la part démesurée de l'énergétique et de la fabrication de matières de base. La voie en est surtout d'obtenir, en développant des technologies et activités modernes économes en énergie, une consommation d'énergie plus judicieuse.

La Hongrie souhaite se rattacher au processus européen de recherche, de développement de technologie et de production.

La réalisation des objectifs énumérés plus haut est considérablement entravée par le manque de capitaux nécessaires. Pour cela, il est particulièrement important d'attirer le capital actif et de liquider le handicap existant en Hongrie sur le plan des connaissances de technologie moderne, de gestion d'entreprise, de marketing, etc. Il importe que les conditions d'accession aux technologies modernes s'améliorent. Le

développement des petites et moyennes entreprises est d'une importance particulière. A ce sujet, les spécialistes doivent concevoir un programme autonome.

2. En résultat de la politique agraire en Hongrie, l'économie agricole produit les quantités nécessaires à l'approvisionnement de la population et est même devenue exportatrice nette au cours des dernières décennies. Elle a assumé un rôle sérieux dans la stabilisation de l'économie, dans l'emploi, dans le développement rural. Dans le même temps, des tensions se sont aussi accumulées ; les sources extensives du développement s'étant épuisées, un retard apparaît dans l'adaptation au contexte modifié. Les formes actuelles de propriété, d'entreprise et de production correspondent de moins en moins aux exigences de la compétition et du marché.

La rénovation de la politique agraire vise aussi l'accentuation du rôle du marché et le renforcement de sa compétitivité sur le plan international. A côté de l'approvisionnement équilibré de la population, il faut que cette branche conserve ses positions rapportant des devises, tout en s'améliorant considérablement sur le plan économique. Il faut pour cela favoriser la réalisation des principaux changements - énumérés ci-dessous - dans la structure de production, d'entreprise et de propriété, dans l'élaboration de l'infrastructure du développement rural, pris dans l'acception large du terme.

Il faut réaliser un transfert entre la production de matières de base agricoles et la transformation alimentaire, au profit de cette dernière, afin de renforcer la qualité, la compétitivité et la stabilité de marché. Nous accroissons la production des produits alimentaires hongrois les plus rentables et de caractère national. Nous élaborons des chaînes de produits pour un processus complet production - transformation - commercialisation. Nous réalisons ou développons des cultures nouvelles sur le plan hongrois (par exemple : bioproduits).

Nous souhaitons réaliser la rénovation dans les entreprises agricoles endettées, travaillant dans des régions défavorisées sur le plan géographique ou en retard pour d'autres raisons, par la modification des rapports de propriété, par l'adaptation de la structure de production aux données écologiques et aux capacités de rapport des terres. Pour la main-d'œuvre qui sera libérée, nous créons des lieux de travail représentant, dans la mesure du possible, une technologie d'élite, plus particulièrement pour le développement des activités industrielles et de services locales, des entreprises rurales (par exemple : tourisme au village, etc.)

Nous soutenons, avec l'aide des associations de secteur, professionnelles et locales ainsi qu'avec la participation étrangère, la création de bourses de produits agricoles, de marchés de gros.

La formation de managers en économie alimentaire, dans une perspective de marché et la mise sur pied d'un système d'information moderne et largement accessible sont d'une importance particulière. Il faut adapter le système d'institutions recherche - développement - enseignement aux réseaux similaires des pays développés, en réalisant une large informatisation, le développement du réseau de contrôle de qualité ainsi que la création d'entreprises de services (marketing, assurances, transports) et de conseils.

Nous avons déjà créé la plupart des conditions intérieures préalables du changement - garanties légales de la liberté de gestion, d'entreprise. Une nouvelle loi sur la terre, une loi sur les coopératives a déjà été élaborée et une loi commerciale est en cours de préparation. Il est d'une importance fondamentale de créer - de façon semblable à d'autres pays - une politique prix, taxes aide et crédit conçue sur la base du modèle de marché, conforme au GATT.

3. L'adaptation au marché exige une réforme de la propriété dans le domaine de l'infrastructure, une dérégulation des services auparavant de monopole d'État (postes). Sans un développement rapide des télécommunications et de l'informatique, on ne peut pas envisager d'expansion d'entreprises modernes de même que cette lacune exclut aussi le développement des relations internationales. Il nous faut liquider progressivement notre retard dans le domaine du réseau routier et des transports ferroviaires. La politique de développement désire s'adapter aux normes internationales et au niveau technique courant dans les pays industriels développés.

Les développements sont généralement amortis lentement. Le projet d'exposition mondiale fournit une occasion favorable pour accélérer, sur une base d'affaires, par l'apport de capitaux étrangers, la mise à niveau de l'infrastructure.

4. Une condition préalable du changement de structure est la modernisation de l'enseignement, des sciences, de l'information.

Dans l'enseignement - surtout dans l'enseignement supérieur et l'enseignement secondaire qui lui sert de base - nous comptons sur la coopération pour résoudre les tâches suivantes :

- création des conditions d'implantation (de généralisation) de l'enseignement informatique (CAI/CAL, CAD/CAM, robotique, automatisation, mécanique de précision et électronique, techniques de calcul, technologie sensorielle, etc.),

- dans le domaine du développement des relations scientifiques et de l'enseignement internationales et l'attribution des bourses d'études, la reconnaissance à l'étranger des diplômes hongrois, l'élaboration des programmes et des manuels scolaires dans les établissements bilingues, la formation complémentaire à l'étranger des lycéens et étudiants.

(Source : Ambassade de la Hongrie à Paris)